

RETIREZ LE
PROJET DE LOI 33 :

RESPECTEZ LES DROITS DES FRANCOPHONES

Que se passe-t-il ?

Le gouvernement de Doug Ford a présenté le projet de loi 33, qui donne au ministre de l'Éducation le pouvoir de prendre le contrôle de n'importe quelle commission scolaire — **à tout moment et pour n'importe quelle raison** — simplement en affirmant qu'il s'agit de « l'intérêt public ».

Qu'est-ce que ça signifie pour vous ?

Les conseillères et conseillers scolaires sont élu-e-s par votre communauté pour

représenter les parents et les élèves, écouter vos préoccupations et prendre des décisions qui reflètent les besoins locaux. Ils sont des éléments essentiels pour :

- ▶ Un financement équitable pour les écoles de langue française
- ▶ Un accès plus rapide à de nouveaux bâtiments scolaires
- ▶ Des solutions à la pénurie d'enseignant-e-s

Mais avec le projet de loi 33 ...



Mais avec le projet de loi 33 :

- ▶ Le ministre de l'Éducation pourrait révoquer vos conseillers scolaires élus et les remplacer par un **superviseur nommé par le gouvernement**. Des nominations partisans viendraient remplacer des représentant-e-s élu-e-s démocratiquement.
- ▶ Ce superviseur aurait tous les pouvoirs décisionnels sur votre commission scolaire – y compris les coupes budgétaires, les changements de programmes et les embauches – **sans consulter les parents ni la communauté**.
- ▶ Les parents **n'auraient plus leur mot à dire** sur l'éducation de leurs enfants. Vous ne pourriez plus écrire à votre conseiller scolaire, soulever un problème lors d'une réunion du conseil ou même contester ces décisions devant les tribunaux.

Résultat : **les familles seraient exclues du processus décisionnel**, sans aucun représentant local redevable devant elles. Le projet de loi 33 fait taire la communauté et remplace la démocratie par un contrôle gouvernemental.

Pourquoi c'est important pour la communauté Franco-Ontarienne :

L'éducation en français est protégée par la **Charte canadienne des droits et libertés**.

Le projet de loi 33 permettrait au ministre de **contourner ces droits constitutionnels** – retirant aux communautés francophones le contrôle de leurs propres écoles.

Nous nous sommes battus trop longtemps pour protéger nos écoles. Nous n'allons pas nous arrêter maintenant.

Passez à l'action :

Signez votre nom. Faites entendre votre voix.

Écrivez au premier ministre Ford et au ministre Calandra.



Envoyer votre courriel maintenant

**OntarioNDP.ca/
respectez-francophones**

Nous nous sommes
battus trop longtemps
pour protéger nos écoles.
**NOUS N'ALLONS PAS NOUS
ARRÊTER MAINTENANT.**